

si longtemps, le franc valait 20c. en argent canadien. A cette époque, au lieu de toucher 500 francs pour un dollar canadien, nous recevions 5 francs. Je ne prétends pas que nos devises aient perdu leur valeur à un tel point. Je mentionne simplement ce fait pour indiquer le mal qu'est l'inflation. On a mentionné ce que deviendrait le produit d'une police d'assurance souscrite en France. Mettons que quelqu'un ait souscrit une police pour une somme équivalant à \$1,000 en devises canadiennes alors que le franc valait 20c.; cette police vaudrait 5,000 francs. Si elle venait à échéance aujourd'hui, la veuve bénéficiaire toucherait 5,000 francs, soit \$10 en devises canadiennes. Mettons encore qu'à l'époque où le franc valait 20c., la veuve recevait une rente mensuelle de 500 francs, par exemple, ce qui valait 100 dollars en argent canadiens; aujourd'hui sa mensualité serait encore de 500 francs, mais en devises canadiennes, elle ne vaudrait qu'un dollar. On peut alléguer qu'en France on peut obtenir davantage pour 500 francs qu'ici pour un dollar. Eh bien! ce n'est pas ce que j'ai constaté. Je n'ai pas trouvé que les prix étaient bien différents en France de ce qu'ils sont au Canada.

Tout dernièrement, j'ai lu dans l'*Expositor* de Brantford, un intéressant entrefilet intitulé *L'inflation*, dont j'aimerais donner lecture. Le voici:

Autrefois, il n'y a d'ailleurs de cela pas si longtemps, un billet de mille francs valait deux cents dollars canadiens. Aujourd'hui, au taux officiel du change, il ne vaut plus que deux dollars et trente-huit cents.

Qu'advierait-il si notre fier dollar canadien devait prendre une telle dégringolade? Prenons un exemple: un complet qui coûte aujourd'hui une centaine de dollars, coûterait \$8,400. Et que dire d'une voiture? Une voiture se vendant à ce qu'on est convenu d'appeler un prix modique, coûterait la somme dérisoire de \$250,000.

Voilà ce que signifie l'inflation,—et nous pourrions bien y glisser.

Honorables sénateurs, je ne suggère nullement que notre dollar se soit déprécié au même point que le franc, il s'en faut de beaucoup. Je ne voudrais pas prédire ce qui se passerait si les choses en venaient là au Canada, car je n'envisage pas une telle possibilité dans notre pays, mais je mentionne ces faits afin de faire comprendre toute la misère que peut causer l'inflation effrénée.

Le discours du trône mentionne l'inflation; il s'agit d'une seule phrase dans un court alinéa:

Il...

C'est-à-dire le gouvernement...

...croit qu'à mesure que cette reprise se fera sentir davantage il sera de plus en plus nécessaire de veiller au maintien de la stabilité et du pouvoir d'achat de notre monnaie.

Les mots "il sera de plus en plus nécessaire de veiller" sont à retenir. Voilà un parfait exemple d'euphémisme. Il semble à plusieurs d'entre nous qu'on n'a jusqu'ici que peu ou point veillé au maintien de la stabilité et du pouvoir d'achat de notre monnaie.

Maintenant que le monstre de l'inflation semble nous frôler de trop près, le gouvernement affirme que nous devons veiller davantage à le combattre. Pourquoi n'y a-t-on pas songé il y a plusieurs mois, alors qu'on aurait encore pu prévenir la situation embarrassante dans laquelle nous nous trouvons maintenant quand, pour la première fois dans toute son histoire, le Canada n'arrive plus à écouler ses obligations au sein de la population, mais doit les vendre aux banques à charte ou à la Banque du Canada? En janvier 1958, la population en général détenait pour 8,628 millions de dollars d'obligations de l'État, chiffre qui ne comprend pas les obligations détenues par les banques. Au début de la présente année, malgré l'augmentation constante de notre population et les sommes plus élevées qui sont en circulation, le public ne détient que pour 7,953 millions de ces obligations. C'est-à-dire que les obligations de l'État détenues par la population en général ont, au cours d'une année, diminué d'environ un milliard. Il s'agit de chiffres approximatifs, mais on ne saurait nier que la quantité d'obligations de l'État détenues par le public est nettement à la baisse. C'est là une tendance très regrettable, que nous devons par tous les moyens en notre pouvoir, nous efforcer de rectifier.

Je ne veux pas qu'on me dise que je suis un semeur de crainte ou un prophète de malheur. Je ne fais que citer des faits regrettables qui doivent être portés à l'attention des Canadiens. Ce faisant, je rends effectivement service au gouvernement, car si les gens sont parfaitement au courant de ce qui se passe, le gouvernement aura moins de mal à appliquer les remèdes nécessaires.

Il est une autre question qui a eu directement à voir à la poussée inflationniste qui nous emporte actuellement; la voici: alors que d'une part le montant d'argent en circulation a considérablement augmenté, le volume des biens et des services n'a pas accusé une augmentation parallèle. On a à maintes reprises signalé ce fait. Le *Financial Times*, le *Financial Post* et bien des journaux financiers et autres l'ont souligné. Je me souviens que *Maclean's* a publié un article sur ce même sujet. J'en ai aussi lu un dans la revue que publie mon honorable ami de Kennebec (l'honorable M. Vaillancourt), *La Revue Desjardins*. On a fait une excellente compilation des éditoriaux parus dans le *Leader Post* de Regina et le *Star-Phoenix* de